

Bilan social de l'Union européenne 1999-2019 : une route longue et sinueuse

Sous la direction de
Bart Vanhercke, Dalila Ghailani et Slavina Spasova
avec **Philippe Pochet**

Addendum Web:

**L'Union européenne en 2018 :
les faits marquants**

Boris Fronteddu et Denis Bouget

Les publications de l'ETUI sont produites dans le but de susciter des commentaires et d'encourager le débat. Les opinions qui y sont exprimées sont celles de l'auteur/des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les positions de l'ETUI ni celles des membres de son Assemblée générale.

Bruxelles, 2020

© Editeur : ETUI aisbl, Bruxelles

Tous droits de reproduction réservés



L'ETUI bénéficie du soutien financier de l'Union européenne. L'Union européenne ne peut être tenue responsable de l'utilisation qui pourrait être faite de l'information contenue dans cette publication.

L'Union européenne en 2018 : les faits marquants

Boris Fronteddu et Denis Bouget

Janvier¹

1^{er} janvier : la Bulgarie assure la présidence du Conseil de l'Union européenne. La présidence bulgare entend avancer sur la révision de la directive 96/71/CE concernant le détachement des travailleurs effectué dans le cadre d'une prestation de services (ou directive sur les « travailleurs détachés »), sur les exigences en matière d'accessibilité applicables aux produits et services, sur le projet de directive sur l'équilibre entre la vie professionnelle et la vie privée, sur la situation des aidants et sur la protection de la santé des travailleurs concernant les substances cancérigènes et mutagènes.

18 janvier : le Parlement européen demande à la Commission européenne d'être plus attentive au problème des financements croisés entre l'UE et les États membres dans deux programmes complémentaires : le paquet « garantie pour la jeunesse » et l'initiative pour l'emploi des jeunes afin d'éviter les effets de substitution et d'aubaine. JO C 458 du 19 décembre 2018, 57-69.

18 janvier : le Parlement européen adopte une décision portant création de la commission spéciale intitulée « PEST » sur la production et l'usage des pesticides. Cette commission est créée suite aux interrogations sur les méfaits du glyphosate sur la santé d'une part, et à l'autorisation de sa mise sur le marché par la Commission européenne qui suscite de nombreuses oppositions. Parlement européen, fiche de procédure 2018/2534 (RSO).

23 janvier : le trilogue sur la révision de la directive « travailleurs détachés » a permis d'établir la position des différents États membres sur les questions liées à la coopération entre États membres, à la fraude et aux abus, au transport international, à la transposition de la directive, et au détachement par les agences de travail intérimaire. COM 2016 (128) final.

1. Note au lecteur : pour la première fois depuis sa création, la chronologie relative aux événements marquants des institutions européennes en 2018, incorpore des éléments sur les décisions environnementales des institutions européennes qui ont un impact direct sur le bien-être et la santé des populations. En effet, de nombreux rapports insistent sur le lien de plus en plus étroit de l'environnement (qualité de l'eau, qualité de l'air, qualité de la terre, etc.) et nos vies quotidiennes, et sur la nécessité d'introduire ces éléments dans une forme élargie et renouvelée de « protection sociale ».

29 janvier : lancement de l'Observatoire européen de la pauvreté énergétique créé sous l'égide de la DG Énergie. L'Observatoire vise à promouvoir l'engagement du public sur les questions de pauvreté énergétique, diffuser des informations et les bonnes pratiques, faciliter l'échange de savoirs entre parties prenantes et soutenir une prise de décision informée aux niveaux local, national et européen. www.energypoverty.eu

Février

1^{er} février : la Commission européenne, se basant sur le principe 20 du socle européen des droits sociaux, propose une révision de la directive « eau potable »² pour garantir l'accès de tous à une eau potable et sûre. La proposition repose sur l'obligation pour les États membres d'assurer un accès à l'eau potable pour tous, l'amélioration des normes qualité de l'eau, une expertise des risques liés à l'eau et l'amélioration de la transparence de l'information sur la qualité de l'eau. COM 2017 (753) final.

6 février : la Confédération européenne des syndicats (CES) se félicite de la négociation entre les syndicats allemands et *Arcelor Mittal* qui aboutit à une augmentation des salaires de 4,3 % à partir du mois d'avril, et une réduction volontaire du temps de travail à 28 heures. CES, *Hausse salariale et horaires flexibles des travailleurs de la métallurgie de Baden-Wurtemberg : un précédent en Allemagne et un exemple pour l'Europe*.

21 février : la CJUE confirme que le temps de garde d'un pompier doit être considéré comme du temps de travail, même si cette activité est assurée par le salarié à domicile. CJUE, Affaire C-518/15.

22 février : selon la CJUE, en cas de licenciement collectif, si la grossesse n'est pas un motif suffisant pour empêcher le licenciement, elle ne doit pas non plus devenir un critère prioritaire dans la désignation des salariées licenciées. CJUE, Affaire C-103/16.

27 février : au Parlement européen, plus de 600 amendements ont été déposés sur la révision du règlement de coordination des systèmes de sécurité sociale. Parmi les désaccords importants entre députés européens, citons : l'exportation des allocations chômage, la situation des travailleurs transfrontaliers et l'indexation des prestations familiales. Parlement européen, fiche de procédure 2016/0397 (COD).

28 février : le Parlement, la Commission européenne et le Conseil sont arrivés à un accord politique sur la révision de la directive « travailleurs détachés », qui repose sur le principe « à travail égal, rémunération égale, et traitement égal » et sur l'obligation de respecter les droits fondamentaux des travailleurs. Parlement européen, fiche de procédure 2016/0070 (COD).

2. Directive 98/83/CE du Conseil relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine.

Mars

4 mars : le mouvement « 5 étoiles » remporte plus d'un tiers des sièges à la Chambre des députés en Italie à l'issue des élections législatives. La Ligue (La Lega) devient le principal parti de l'ancienne coalition de droite. Un accord entre le mouvement « 5 étoiles » et la Ligue permet de créer un nouveau gouvernement. Fondation Robert Schuman, *Élections législatives en Italie*, 4 mars 2018.

8 mars : la Confédération européenne des syndicats (CES) demande que les négociations sur le Brexit n'aboutissent pas à une régression de la protection des travailleurs sous l'effet d'opérations de dumping. Elle rejette un accord de libre-échange entre l'UE27 et le Royaume-Uni qui conduirait à s'aligner sur les normes sociales minimales de l'OIT, et souhaite le maintien de l'accord de « *Good Friday* » en Irlande. CES, *Rencontre syndicats-Barnier et les droits des travailleurs après le Brexit*, 6 mars 2018.

8 mars : le président américain Donald Trump annonce une taxation de 25 % sur les importations d'acier et de 10 % sur l'aluminium. L'Union européenne bénéficie d'un sursis jusqu'au 1^{er} juin 2018. La Chine prend immédiatement des mesures de rétorsion commerciale. Ministère de l'Action et des Comptes publics (France), *Mesures américaines sur l'acier et l'aluminium : réactions de l'UE*, 21 juin 2018.

13 mars : la Commissaire de la DG Justice et consommateurs, Vera Jouvora, annonce la création d'un « *Knowledge Centre for Food Fraud and Quality* » (KC-Food) pour mieux contrôler la qualité des aliments et la chaîne de fabrication des aliments, ainsi que de mieux informer les autorités. Commission européenne, *Commission launches Knowledge Centre to boost food quality and set up the fight against fraud food*, 13 mars 2018.

13 mars : la Commission européenne publie une proposition de recommandation du Conseil pour améliorer l'accès à la protection sociale des travailleurs et des indépendants. Fondée sur le principe 12 du socle européen des droits sociaux et dans le cadre du paquet équité sociale, elle vise à accorder les mêmes droits à la sécurité sociale à chaque travailleur ou travailleuse quel que soit son statut (salarié ou indépendant ; salarié permanent ou « atypique »). COM 2018 (132) final.

13 mars : la Commissaire de la DG EMPL, Marianne Thyssen, dresse l'ébauche d'une future « Autorité européenne du travail », qui a un triple objectif : a) fournir « des informations aux citoyens et aux entreprises sur les opportunités d'emploi, d'apprentissage, de mobilité, de recrutement et de formation » ; b) encourager « la coopération entre les autorités nationales sur les questions transfrontières, en faisant en sorte que les règles de l'UE qui protègent et réglementent la mobilité puissent être aisément et efficacement suivies » ; et c) « fournir des services de médiation et faciliter la recherche de solutions en cas de différend transfrontalier, notamment en cas de restructuration d'entreprise faisant intervenir plusieurs États membres ». http://europa.eu/rapid/press-release_IP-18-1624_fr.htm

21 mars : le sommet social tripartite a porté essentiellement sur la réalisation des objectifs du socle européen des droits sociaux, le renforcement de l'innovation, la création d'emplois et l'équité sociale dans le cadre financier pluriannuel, les défis et perspectives pour l'emploi et le dialogue social dans le cadre des nouvelles formes de travail et enfin, sur la convergence économique et sociale pour renforcer la croissance et la résilience. Conseil de l'UE, Sommet social tripartite, 21 mars 2018.

27 mars : la Commission européenne souhaite transformer le mécanisme européen de stabilité (MES) en un Fonds monétaire européen (FME). Le FME serait un organe communautaire responsable devant le Parlement européen et aurait pour fonction de soutenir la stabilité financière des États. Commission des Affaires économiques et monétaires, Procès-verbal ECON_PV (2018)0326_01, 26-27 mars 2018.

Avril

8 avril : élections législatives en Hongrie : la coalition du Fidesz et du Parti populaire démocrate-chrétien du Premier ministre sortant, Viktor Orbán, remporte largement la victoire aux élections législatives du 8 avril 2018. Orbán et son gouvernement affrontent l'Union européenne sur la gestion de la crise des migrants et des réfugiés des pays tiers. Fondation Robert Schuman, *Élections législatives en Hongrie*, 8 avril 2018.

17-18 avril : réunion informelle des ministres des États membres sur l'application du socle européen des droits sociaux, l'éducation, la formation, les qualifications professionnelles, l'intégration des chômeurs de longue durée et la garantie pour la jeunesse. Dans le cadre financier pluriannuel post 2020, la Commissaire Marianne Thyssen demande aux représentants des États membres de fournir des initiatives relatives au développement de la garantie pour la jeunesse, à l'initiative pour l'emploi des jeunes, et au renforcement des compétences. Présidence bulgare du Conseil de l'UE, Informal meeting of Employment, Social Policy, Health and Consumer Affairs Council (EPSCO) – Employment & Social Policy, 17 avril 2018.

Mai

2 mai : la Commission européenne propose la création d'un nouveau Fonds social européen plus (FSE+) pour la période post 2020 en fusionnant plusieurs fonds : le Fonds social européen (FSE), l'initiative pour l'emploi des jeunes, les programmes pour l'emploi et l'innovation sociale (EaSI), le Fonds européen d'aide aux plus démunis (FEAD), et le programme santé (sauf dans les États à structure fédérale). COM (2018) 322 final et COM (2018) 321 final.

15 mai : la Fédération syndicale européenne des services publics (FSEP)³ introduit un recours devant le Tribunal de l'Union européenne contre la Commission pour avoir refusé de transposer dans le droit européen un accord entre partenaires sociaux

3. European Public Service Union (EPSU).

des administrations centrales des États membres, établi en 2015. Ce refus est « une première » depuis 1991. TUE, Affaire T-310/18.

17 mai : afin d'améliorer la santé des habitants, la Commission européenne décide de poursuivre six États membres (Allemagne, France, Hongrie, Italie, Roumanie et Royaume-Uni) devant la CJUE pour dépassement permanent des normes de pollution de l'air. Par exemple, la pollution à Paris dépasse plus de deux fois les normes européennes. Trois autres pays (Espagne, Tchéquie et Slovaquie) restent sous surveillance. IP/18/3450.

17 mai : la Commission européenne propose une réduction des émissions de CO₂ sur les flottes de camions de transport de marchandises de 15 % avant 2025, et de 30 % avant 2030, par rapport à la situation de 2019, accompagnée d'une révision des objectifs en 2022. COM (2018) 284 final.

23 mai : le Parlement européen et le Conseil démarrent des discussions politiques sur la révision de la directive relative à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'exposition aux produits cancérigènes et mutagènes. Parlement européen, fiche de procédure 2018/0081 (COD).

29 mai : la Commission européenne présente les dispositions du futur règlement sur le Fonds social européen plus (FSE+) (voir 2 mai). COM (2018) 382 final.

29 mai : le Parlement européen adopte à une large majorité la nouvelle directive (UE) 2018/957 sur le détachement des travailleurs suite au compromis obtenu avec le Conseil, selon le principe du « salaire égal à travail égal dans un même pays ». Les travailleurs détachés dans un pays pourront ainsi bénéficier des mêmes primes ou encore des mêmes remboursements que les nationaux. Le détachement est limité à une année ; le secteur des transports est exclu du champ d'application. Parlement européen, fiche de procédure 2016/0070 (COD).

30 mai : le Parlement européen s'oppose à l'autorisation par la Commission européenne de mise sur le marché de maïs hybrides génétiquement modifiés. Cette opposition s'adresse aussi aux conclusions de l'Autorité européenne de la sécurité des aliments (AESAs). Parlement européen, fiche de procédure 2018/2698 (RSP).

Juin

1^{er} juin : Donald Trump impose des taxes sur l'importation d'acier et d'aluminium européens. L'UE riposte en imposant des taxes à l'importation sur plus de 330 produits agricoles ou industriels américains. Commission européenne, *European Commission reacts to US restrictions on steel and aluminium affecting the EU*, 31 mai 2018.

14 juin : la Banque centrale européenne (BCE) annonce qu'elle mettra un terme fin 2018 à son opération de rachat massif de titres (*Quantitative easing*) et qu'elle maintiendra

un taux d'intérêt nul, même après la fin de rachats de titres. BCE, *Monetary policy decisions*, 14 juin 2018.

18 juin : une vingtaine de députés européens, de présidents et vice-présidents de groupes politiques, la Confédération européenne des syndicats et une vingtaine d'associations réclament que le prochain Conseil EPSCO aboutisse à un compromis sur le projet de directive relative à l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée des parents et des aidants (IP/15/5287). COFACE, *Open letter: Time for the EPSCO Council to adopt a position on the EU Work-life Balance Directive*, 18 juin 2018.

19 juin : face aux multiples divergences politiques sur plusieurs éléments du règlement sur la coordination des systèmes de protection sociale (allocations sociales, indexation des allocations familiales, soins de longue durée, travail détaché, etc.), les négociations interinstitutionnelles ont été reportées à l'automne. Parlement européen, fiche de procédure 2016/0397 (COD).

21 juin : le Conseil EPSCO est parvenu à un accord sur la révision du règlement relatif à la coordination des régimes de sécurité sociale, la directive sur l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée et sur la directive sur les conditions de travail transparentes et prévisibles. Conseil EPSCO, 21 et 22 juin 2018.

21-22 juin : l'Eurogroupe décide de sortir du 3^e plan de sauvetage financier à la Grèce et donne son accord pour lui attribuer un troisième et dernier prêt de 15 milliards d'euros. Une surveillance budgétaire renforcée se substitue, jusqu'en 2022, aux plans de sauvetage financier imposés à la Grèce depuis huit ans. *Eurogroup statement on Greece of 22 June 2018*.

29 juin : à l'issue de la réunion du Conseil européen, les dirigeants des 27 États membres s'inquiètent de l'absence de progrès dans les négociations sur le Brexit depuis six mois sur la question de la frontière irlandaise (*Backstop*) et sur le statut futur de Gibraltar. Conclusions du Conseil européen (article 50), 29 juin 2018.

Juillet

1^{er} juillet : l'Autriche assure la présidence du Conseil de l'Union européenne. Le programme de la présidence autrichienne donne la priorité à la sécurité et la lutte contre la migration illégale, le maintien de la prospérité et de la compétitivité par la numérisation ainsi que la stabilité dans le voisinage. L'Autriche s'engagera en outre à renforcer le principe de subsidiarité. Présidence autrichienne du Conseil de l'UE, <https://www.eu2018.at/fr/latest-news/news/07-01-Oesterreich-hat-mit-1.-Juli-2018-den-EU-Ratsvorsitz--bernommen.html>

4 juillet : le Parlement européen a rejeté les rapports sur le paquet « Mobilité I », qui proposent des révisions des textes législatifs concernant a) le détachement des conducteurs des véhicules utilitaires lourds; b) le repos des conducteurs; et c) le

cabotage. <http://www.europarl.europa.eu/news/fr/press-room/20171122IPR88617/further-information-on-the-mobility-package>

5 juillet : le Comité des régions vote un avis qui demande que les investissements publics soient protégés, dans le cadre de l'approfondissement de l'Union économique et monétaire, en discussion à l'Eurogroupe. Cette demande est justifiée par le constat de leur forte diminution en Europe, passant de 3,4 % du PIB en 2008, à 2,4 % en 2016. JO C 387 du 25 octobre 2018, 27-37.

9 juillet : le président de la Banque centrale européenne annonce la décision du sommet de la zone euro d'attribuer au Mécanisme européen de stabilité une fonction de filet de sécurité (*backstop*) du Fonds de résolution unique (FRU). BCE, *Economic and Monetary Union in Europe – ECB Central Banking Seminar*, 9 juillet 2018.

9 juillet : l'Agence européenne de l'environnement identifie six pays qui ne respectent pas les plafonds d'émission de polluants, en raison de leurs activités agricoles et de transport : l'Autriche et l'Irlande, la Croatie, l'Allemagne et l'Espagne et la Hongrie. AEE, rapport no. 6/2018, 9 juillet 2018.

11 juillet : la commission « Emploi et affaires sociales » du Parlement européen fixe la rémunération du congé de paternité à 80 % du salaire brut précédent, et à 78 % pour un congé parental ou d'aidant, 4 mois non transférables du congé parental et à 10 ans l'âge limite de l'enfant. Parlement européen, fiche de procédure 2017/0085 (COD).

19 juillet : lors de la réunion informelle des ministres de l'Emploi et des Affaires sociales, le Centre européen des entreprises à participation publique et des entreprises d'intérêt économique général (CEEP) fait une série de propositions pour étendre le statut de salarié à tous les employés des plateformes et pour les inclure dans les conventions collectives. Bulletin quotidien Europe, n° 12066, 20 juillet 2018.

21-22 juillet : à Buenos Aires, les ministres des Finances et des Banques centrales du G20 se réunissent afin de trouver des solutions à l'extension non réglementée de la digitalisation de l'économie. Parmi les problèmes abordés : la question de la fiscalité et de la fraude fiscale, la question des monnaies virtuelles ou des cryptomonnaies, le financement du terrorisme et le renforcement de la solidité des systèmes financiers face aux crises. G20 Information Centre, Communiqué. *G20 Finance Ministers and Central Bank Governors*, 23 juillet 2018.

Août

10 août : la Cour de justice californienne condamne la multinationale Monsanto à une amende de 289 millions de dollars, suite à la poursuite d'une personne atteinte d'un cancer et qui avait utilisé de façon répétée un pesticide Monsanto. Cette décision judiciaire est essentielle, car elle ouvre la porte à des possibilités de recours devant les tribunaux en Europe. ETUI, *Monsanto condamné à verser 254 millions d'euros à un jardinier atteint d'un cancer*, 20 août 2018.

29 août : dans le cadre de la préparation de la directive sur les conditions de travail transparentes et prévisibles, les membres de la commission « Emploi et affaires sociales » du Parlement européen sont divisés autour de la définition du terme « travailleur ». Parlement européen, fiche de procédure 2017/0355 (COD).

Septembre

5 septembre : la Confédération européenne des syndicats (CES) demande que la future législation européenne promouvant de nouveaux produits paneuropéens d'épargne-retraite individuelle (PEPP) protège les retraités contre les risques financiers et que ces produits n'impactent pas le système général des retraites. CES, *Pour la CES, les régimes européens de retraite individuelle doivent garantir l'épargne*, 5 septembre 2018.

6 septembre : selon la CJUE, les travailleurs détachés qui remplacent d'autres travailleurs détachés ne peuvent pas être considérés comme une exception à la règle : tout travailleur bénéficie du régime de sécurité sociale du pays où il travaille et non pas de son pays d'origine. CJUE, Affaire C-527/16.

11 septembre : la Cour des comptes européenne, dans un rapport, rappelle que la pollution de l'air cause plus de 400.000 décès par an, et constitue le risque environnemental sanitaire majeur, tout particulièrement dans les zones urbaines. Elle constate aussi que les mesures ne sont pas prises aux bons endroits (voies à trafic intense). Cour des comptes européenne, Rapport spécial n° 23/18 : *Pollution de l'air : notre santé n'est toujours pas suffisamment protégée*, 11 septembre 2018.

12 septembre : premier trilogue entre le Parlement européen, le Conseil EPSCO et la Commission européenne sur le projet de directive sur l'équilibre entre la vie professionnelle et la vie privée. Les divergences entre les propositions portent sur la rémunération du congé parental, sa non-transférabilité et l'âge limite des enfants pour bénéficier du congé parental. COM (2017) 253 final.

Octobre

1^{er} octobre : les membres de l'Eurogroupe réunis à Luxembourg discutent de la future architecture du Mécanisme européen de stabilité (MES). Une réforme consisterait à intégrer le Mécanisme de résolution unique (MRU) créé fin 2013 (et entré en vigueur début 2016) dans le MES. Consilium, *Remarks by M. Centeno following the Eurogroup meeting of 1 October 2018*, 1^{er} octobre 2018.

2 octobre : discussion interinstitutionnelle entre le Parlement européen et le Conseil sur le projet de directive sur l'accessibilité aux produits et aux services, lancée par la Commission européenne en 2015. Le texte couvre l'accès aux bâtiments de services, les services de transport, l'aménagement intérieur des logements, les labels, mais aussi les dérogations pour les petites entreprises. COM (2015) 615 final.

4 octobre : selon la CJUE, la durée du congé parental ne peut pas être considérée comme une période de travail qui sert de référence pour définir le nombre de jours de congé annuel d'un salarié. CJUE, Affaire C-12/17.

8 octobre : la présidence autrichienne de l'Union européenne reprend le dossier du paquet «mobilité». La proposition de la présidence prévoit entre autres d'exclure les transports internationaux de l'application de la directive du détachement, et d'interdire les congés hebdomadaires de plus de 45 heures en cabine. Bulletin quotidien Europe n° 12113 du 10 octobre 2018.

8 octobre : la seconde réunion interinstitutionnelle (voir 12 septembre) sur la directive relative à l'équilibre vie professionnelle vie privée ne peut pas aboutir, face à la position du Conseil qui reste inflexible sur la plupart des éléments (congé parental, congé de paternité) du projet de directive. COM (2017) 253 final.

10 octobre : Michel Barnier, négociateur en chef de l'Union européenne sur le Brexit, détaille la façon dont le *backstop* pourrait fonctionner, et les nouveaux contrôles douaniers et de TVA sur les produits provenant du Royaume-Uni. Commission européenne, *Speech by Michel Barnier at the closing session of Eurochambre's European Parliament of Entreprises 2018*, 10 octobre 2018.

11 octobre : la présidence autrichienne supprime une réunion des ministres du Conseil EPSCO concernant l'implémentation du socle européen des droits sociaux, au prétexte d'une insuffisance d'éléments concrets à discuter et une absence de décisions à prendre. Cette décision provoque une avalanche de protestations.

11 octobre : le Parlement européen et le Conseil s'accordent sur le projet de directive concernant l'exposition aux produits cancérigènes et mutagènes au travail, qui fixe à 0,05 mg/m³ la limite maximale des vapeurs diesel. COM (2017) 11 final.

16 octobre : lors du Sommet social tripartite, les partenaires sociaux européens annoncent la préparation d'un programme commun de travail pour implémenter le socle européen des droits sociaux. Des accords pourraient être conclus sur la digitalisation, la formation des travailleurs et les risques au travail (y compris les risques psychologiques). Sommet social tripartite, 16 octobre 2018.

16 octobre : le Parlement européen et le Conseil s'accordent à réformer le fonctionnement et l'organisation du Centre européen pour le développement de la formation continue (CEDEFOP) et de l'agence pour la protection de la santé au travail (EU-OSHA). Parlement européen, fiche de procédure 2016/0254 (COD) et 2016/0257 (COD).

18 octobre : la commission « Emploi et affaires sociales » du PE élargit le champ d'application du projet de directive sur les conditions de travail transparentes et prévisibles aux contrats de travail « zéro-heure », aux travailleurs des plateformes et aux indépendants. Parlement européen, fiche de procédure 2017/0355 (COD).

23 octobre : le Parlement européen se prononce à une faible majorité en faveur d'une révision de la directive relative à l'accès à l'eau potable et salubre pour tous les citoyens européens (300 pour, 98 contre et 274 abstentions) (voir 1^{er} février). Parlement européen, fiche de procédure 2017/0332 (COD).

25 octobre : le Parlement européen souhaite voir les recommandations du socle européen des droits sociaux inscrites dans les recommandations spécifiques par pays et s'inquiète de la baisse du taux d'implémentation des recommandations sociales dans les États membres. Parlement européen, fiche de procédure 2018/2034 (INI).

30 octobre : les ministres européens des Transports et de l'Environnement, réunis à Graz, ont adopté une déclaration commune dite de Graz. Selon cette déclaration, tous les acteurs concernés doivent travailler sur la base d'un « contrat vert », pour diminuer les gaz à effet de serre dans les transports, avec pour objectif « zéro émission » avant 2050. Présidence autrichienne du Conseil de l'UE, *Graz Declaration*, 30 octobre 2018.

Novembre

2 novembre : une douzaine d'associations familiales et féministes s'inquiètent du blocage politique entre le Parlement européen et le Conseil, dans le cadre du projet de directive concernant l'équilibre entre la vie professionnelle et la vie privée. *Listen up: Here is what voters want from the EU Work-life balance directive*, lettre ouverte publiée le 2 novembre 2018.

3 novembre : ce jour symbolise « l'égalité salariale » entre hommes et femmes. Il marque le moment où, dans l'année, les femmes « arrêtent » d'être payées par rapport aux hommes. En 2017, cette journée était arrêtée le 3 novembre. En 2018, il s'agit du 6 novembre. Cela marque une amélioration, mais très faible. Commission européenne, STATEMENT/18/6184, 26 octobre 2018.

6 novembre : troisième réunion interinstitutionnelle entre le Conseil et le Parlement européen sur le projet de directive concernant l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée. Les désaccords portent sur la durée et la rémunération du congé parental, la définition des « aidants » et des « membres de la famille », et l'âge maximum d'un enfant donnant droit à un arrangement du temps de travail des parents. Parlement européen, fiche de procédure 2017/0085 (COD).

8 novembre : le Parlement européen et le Conseil sont arrivés à un accord interinstitutionnel intermédiaire sur le projet de directive concernant l'accessibilité applicable aux biens et services. Cette directive vise à améliorer l'accès aux produits et services pour les personnes souffrant d'un handicap. COM (2015) 615 final.

13 novembre : le Royaume-Uni et les 27 États membres de l'UE signent un accord de retrait consacrant le Brexit fixé au 29 mars 2019. Le 15 novembre, cinq ministres britanniques opposés à l'accord démissionnent du gouvernement de Theresa May. Commission européenne, TF50 (2018) 55 – Commission to EU27, 14 novembre 2018.

20 novembre : à une très large majorité, la commission « Emploi et affaires sociales » du Parlement européen avalise l'accord interinstitutionnel sur la directive relative à la protection des travailleurs contre les produits cancérigènes et mutagènes. Parlement européen, fiche de procédure 2018/0081 (COD).

20 novembre : la commission « Emploi et affaires sociales » du Parlement européen propose d'élargir plusieurs prestations du règlement relatif à la coordination des systèmes de sécurité sociale : définition du travailleur mobile (affiliation d'au moins trois mois dans le pays habituel de travail) ; pour les travailleurs frontaliers choix du pays d'affiliation à la sécurité sociale ; exportation des allocations chômage augmentée à six mois ; prestations familiales non indexées sur le pays de résidence de l'enfant. Parlement européen, fiche de procédure 2016/0397 (COD).

28 novembre : la Commission européenne a présenté « une vision stratégique à long terme afin de parvenir à une économie prospère, moderne, compétitive et neutre pour le climat d'ici à 2050 – Une planète propre pour tous ». IP/18/6543.

Décembre

2-15 décembre : à la COP 24 sur le réchauffement climatique à Katowice, les pays participants sont parvenus à s'entendre sur un texte final, en retrait par rapport aux objectifs fixés en 2015 à Paris. L'Union européenne a réussi à imposer progressivement des normes et des réglementations en phase avec les objectifs de la COP 21 de Paris. Commission européenne, *Katowice climate change conference (COP 24)*, 3-14 décembre 2018.

4 décembre : les ministres européens des Transports ont abouti à un accord sur les aspects économiques et sociaux du paquet Mobilité I. Ils ont adopté une position plus souple sur le détachement et sur le temps de conduite et le repos des conducteurs. *Résultats de la session du Conseil Transports et télécommunications*, 3-4 décembre 2018.

4 décembre : la Confédération européenne des syndicats lance une pétition contre le blocage du projet de directive concernant l'équilibre vie professionnelle et vie privée et exige des droits accrus pour les parents et les aidants de personnes dépendantes. WeMove.Eu, *Fathers on leave !*, 4 décembre 2018, <https://act.wemove.eu/campaigns/fathers-on-leave>

6 décembre : le Conseil EPSCO adopte une version affaiblie de la proposition de recommandation du Conseil sur l'accès à la protection sociale pour les travailleurs salariés et les indépendants. Face à une opposition très ferme de la Hongrie, le Conseil précise que les mesures proposées par la recommandation seront établies en fonction des circonstances nationales. Résultats de la session du Conseil Emploi, politique sociale, santé et consommateurs, 6-7 décembre 2018.

14 décembre : la troisième réunion interinstitutionnelle entre le Conseil et le Parlement européen, sur le projet de directive concernant l'équilibre entre la vie professionnelle et la vie privée, s'achève sur un échec. Parlement européen, fiche de procédure 2018/2077 (INI).

14 décembre : lors du sommet de la zone euro, les chefs d'État et/ou de gouvernement de l'UE27 ont accepté deux accords relatifs à la création d'un filet de sécurité (« *common backstop* ») et à l'intégration du Fonds de résolution unique (FRU) dans le Mécanisme européen de stabilité (MES) (voir 9 juillet). Réunion du sommet de la zone euro, 14 décembre 2018 – Déclaration.

17 décembre : un cinquième trilogue entre le Conseil, la Commission européenne et le Parlement européen aboutit à un accord sur la réduction des émissions de CO₂ avant 2030 pour les automobiles (37,5 %) et les camionnettes (31 %). Parlement européen, fiche de procédure 2017/0293 (COD).

19 décembre : le gouvernement italien, après deux rejets de son budget 2019 par la Commission européenne, évite, lors d'une nouvelle négociation, le déclenchement de la procédure pour déficit excessif. *Financial Times*, 19 décembre 2018, <https://www.ft.com/content/ca7a713e-037c-11e9-9d01-cd4d49afb3e3>

20 décembre : les ministres européens de l'Environnement aboutissent à un accord politique sur la réduction des émissions de CO₂ pour les véhicules utilitaires lourds neufs de 15 % avant 2025 et 30 % avant 2030 (par rapport à 2019). *Outcome of the Environment Council meeting*, 20 décembre 2018.

Sources

Les principales sources d'information de la chronologie sont les suivantes:

BCE

<https://www.ecb.europa.eu/paym/intro/news/html/index.en.html>.

Commission européenne

https://ec.europa.eu/commission/news_fr

Conseil de l'UE

<https://www.consilium.europa.eu/fr/european-council/president/news/>

Parlement européen

<http://www.europarl.europa.eu/news/fr>

Les références aux textes juridiques proviennent du site : https://curia.europa.eu/jcms/jcms/Jo2_7052/fr/

Le suivi de l'ensemble des dossiers est basé sur les informations du Bulletin Quotidien Europe : <https://agenceurope.eu/fr/bulletin/sommaire>.

Tous les liens ont été vérifiés le 24 novembre 2019.